

## N° 7413

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2018-2019

**PROJET DE LOI**

**portant approbation du Protocole entre l'Ukraine et les  
Etats Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché  
de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) appliquant  
l'Accord entre l'Union européenne et l'Ukraine relatif à la  
réadmission des personnes en situation irrégulière, fait  
à Bruxelles, le 17 décembre 2018**

\* \* \*

*(Dépôt: le 26.2.2019)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (8.2.2019).....	1
2) Texte du projet de loi.....	2
3) Exposé des motifs.....	2
4) Fiche d'évaluation d'impact.....	3
5) Fiche financière.....	6
6) Texte du Protocole.....	6

\*

**ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT**

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires étrangères et européennes et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons

*Article unique.* Notre Ministre des Affaires étrangères et européennes est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation du Protocole entre l'Ukraine et les États Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) appliquant l'Accord entre l'Union européenne et l'Ukraine relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, fait à Bruxelles, le 17 décembre 2018.

Palais de Luxembourg, le 8 février 2019

*Le Ministre des Affaires étrangères  
et européennes,*

*Ministre de l'Immigration  
et de l'Asile,*

Jean ASSELBORN

HENRI

\*

## TEXTE DU PROJET DE LOI

**Article unique.** Est approuvé le Protocole entre l'Ukraine et les États Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) appliquant l'Accord entre l'Union européenne et l'Ukraine relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, fait à Bruxelles, le 17 décembre 2018.

\*

## EXPOSE DES MOTIFS

Le Luxembourg reste confronté au phénomène de l'immigration illégale. Or, une politique cohérente en matière de lutte contre l'immigration illégale doit implicitement comprendre une politique sensée et rationnelle du retour des personnes en séjour irrégulier. Afin de régler les problèmes des retours et d'améliorer la coopération avec les pays d'origine des personnes en séjour irrégulier, le Luxembourg a dans le passé conclu un certain nombre d'Accords de réadmission et de Protocoles d'application de ces Accords.

Les Accords de réadmission admettent comme principe général que chaque Etat contractant réadmet sur son territoire ses propres nationaux qui se trouvent en séjour irrégulier sur le territoire d'un autre Etat contractant. Ainsi, un Accord de réadmission a pour objet de définir les conditions ainsi que les modalités pratiques de la procédure de réadmission. Le but recherché par cette mesure est de faciliter pour autant que possible l'émission de documents de voyage en vue du retour d'une personne en séjour irrégulier dans son pays d'origine.

Par ailleurs, les Accords de réadmission contiennent des dispositions relatives à la réadmission de ressortissants de pays tiers en situation irrégulière dans un des Etats contractants lorsqu'ils sont en possession d'un titre de séjour ou d'un visa en cours de validité émis par l'autre Partie contractante. Enfin, les Accords de réadmission contiennent des règles concernant le transit de personnes à destination de leur pays d'origine.

En l'espèce, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg sont tombés d'accord pour négocier avec l'Ukraine un Protocole d'application signé à Bruxelles, le 17 décembre 2018, sur base de l'Accord de réadmission entre la Communauté européenne et l'Ukraine, signé à Luxembourg le 18 juin 2007.

Le Gouvernement estime que conformément à l'article 37 de la Constitution, afin d'assurer la sécurité juridique et en vue d'une plus grande transparence, cet Accord de réadmission et son Protocole d'application doivent faire l'objet d'une procédure de ratification.

\*

## FICHE D'EVALUATION D'IMPACT

### Coordonnées du projet

<b>Intitulé du projet :</b>	<b>Projet de loi portant approbation du Protocole entre l'Ukraine et les États Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) appliquant l'Accord entre l'Union européenne et l'Ukraine relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, fait à Bruxelles, le 17 décembre 2018</b>
<b>Ministère initiateur :</b>	<b>Ministère des Affaires étrangères et européennes</b>
<b>Auteur(s) :</b>	<b>Jean-Paul REITER</b>
<b>Tél :</b>	<b>247-84562</b>
<b>Courriel :</b>	<b>jean-paul.reiter@mae.etat.lu</b>
<b>Objectif(s) du projet :</b>	<b>Fixer le cadre juridique, les critères et les mécanismes ayant pour vocation de faciliter la réadmission des nationaux propres et dans certaines conditions des ressortissants d'États tiers et apatrides</b>
<b>Autre(s) Ministère(s)/Organisme(s)/Commune(s)impliqué(e)(s) :</b>	
	/
<b>Date :</b>	<b>14 janvier 2019</b>

### Mieux légiférer

1. Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens, ...) consultée(s) : Oui  Non <sup>1</sup>  
 Si oui, laquelle/lesquelles :  
 Remarques/Observations :
  
2. Destinataires du projet :
 

– Entreprises/Professions libérales :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
– Citoyens :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
– Administrations :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
  
3. Le principe « Think small first » est-il respecté ? Oui  Non  N.a.<sup>2</sup>   
 (c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)  
 Remarques/Observations :
  
4. Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ? Oui  Non   
 Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ? Oui  Non   
 Remarques/Observations :
  
5. Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ? Oui  Non   
 Remarques/Observations :

<sup>1</sup> Double-click sur la case pour ouvrir la fenêtre permettant de l'activer

<sup>2</sup> N.a. : non applicable.

6. Le projet contient-il une charge administrative<sup>3</sup> pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?) Oui  Non
- Si oui, quel est le coût administratif approximatif total ? (nombre de destinataires x coût administratif<sup>4</sup> par destinataire)
7. a) Le projet prend-il recours à un échange de données interadministratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ? Oui  Non  N.a.
- Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?  
Des données à caractère personnel sur les personnes à réadmettre sur le territoire des Parties contractantes.
- b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel<sup>5</sup> ? Oui  Non  N.a.
- Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?  
Des données relatives à la personne à réadmettre (nom, date et lieu de naissance, sexe, nationalité, pièce d'identité) ou autres informations nécessaires à l'établissement de l'identité de la personne ainsi que le lieu de séjour et les itinéraires. Les données à caractère personnel ne peuvent être communiquées qu'aux autorités compétentes; leur transmission ultérieure à d'autres organes nécessite le consentement préalable de l'autorité chargée de leur communication.
8. Le projet prévoit-il :
- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? Oui  Non  N.a.
  - des délais de réponse à respecter par l'administration ? Oui  Non  N.a.
  - le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? Oui  Non  N.a.
9. Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p. ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ? Oui  Non  N.a.
- Si oui, laquelle :
10. En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ? Oui  Non  N.a.
- Sinon, pourquoi ?
11. Le projet contribue-t-il en général à une :
- a) simplification administrative, et/ou à une Oui  Non
  - b) amélioration de la qualité réglementaire ? Oui  Non
- Remarques/Observations :

3 Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en oeuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

4 Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple: taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

5 Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ([www.cnpd.lu](http://www.cnpd.lu))

12. Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ? Oui  Non  N.a.
13. Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office) ? Oui  Non   
Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?
14. Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ? Oui  Non  N.a.   
Si oui, lequel ?  
Remarques/Observations :

### Egalité des chances

15. Le projet est-il :
- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? Oui  Non
  - positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui  Non   
Si oui, expliquez de quelle manière :
  - neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui  Non   
Si oui, expliquez pourquoi :
  - négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui  Non   
Si oui, expliquez de quelle manière :
16. Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? Oui  Non  N.a.   
Si oui, expliquez de quelle manière :

### Directive « services »

17. Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation<sup>6</sup> ? Oui  Non  N.a.   
Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :  
[www.eco.public.lu/attributions/dg2/d\\_consommation/d\\_march\\_int\\_rieur/Services/index.html](http://www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html)
18. Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers<sup>7</sup> ? Oui  Non  N.a.   
Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :  
[www.eco.public.lu/attributions/dg2/d\\_consommation/d\\_march\\_int\\_rieur/Services/index.html](http://www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html)

\*

<sup>6</sup> Article 15, paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p. 10-11)

<sup>7</sup> Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p. 10-11)

## FICHE FINANCIERE

Il est impossible de déterminer l'impact financier de ce projet de loi sur le budget de l'État.

\*

### TEXTE DU PROTOCOLE

#### PROTOCOLE D'APPLICATION

**entre les Etats benelux (le Royaume de Belgique,  
le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume  
des Pays-Bas) et l'Ukraine**

**de l'Accord**

**entre la Communauté européenne**

**et**

**l'Ukraine**

**sur la réadmission des personnes**

Les États Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et l'Ukraine,

Dénommés ci-après « les Parties »,

Conformément à l'article 16 de l'Accord entre la Communauté européenne et l'Ukraine sur la réadmission de personnes, signé à Luxembourg le 18 juin 2007,

Dénommé ci-après « l'Accord »,

SONT CONVENUES de ce qui suit :

#### *Article 1*

#### ***Définitions***

Au sens du présent Protocole d'application :

- « représentation diplomatique » signifiera la mission diplomatique ou consulaire de la Partie requise qui est accréditée par la Partie requérante ;
- « l'autorité compétente » signifiera l'autorité désignée par les Parties concernées pour mettre en œuvre l'Accord dans la pratique ;
- « escorte(s) » signifiera la (ou les) personne (s) désignée(s) par l'autorité compétente de la Partie requérante pour accompagner la personne à réadmettre ou à faire transiter.

#### *Article 2*

#### ***Autorités compétentes***

(Article 16, paragraphe premier, a), de l'Accord)

1. Les autorités compétentes responsables pour la mise en œuvre du présent Protocole d'application et de l'Accord figurent à l'Annexe 1 du présent Protocole d'application.
2. Au plus tard quinze (15) jours après la signature du présent Protocole d'application, les Parties échangeront les coordonnées des autorités compétentes.
3. Tout amendement à l'Annexe 1 du présent Protocole d'application ainsi qu'aux coordonnées visées au paragraphe deux du présent article sera notifié sans tarder aux Parties par le biais des canaux diplomatiques.

*Article 3***Points de passage frontaliers**

(Article 16, paragraphe premier, (b) et (e), de l'Accord)

1. Tous les aéroports internationaux de la Partie requise peuvent être utilisés comme points de passage frontaliers pour la réadmission effective ainsi que le transit des personnes concernées.
2. Au plus tard quinze (15) jours après la signature du présent Protocole d'application, les Parties échangeront les listes des points de passage frontaliers spécifiés au paragraphe premier du présent article.
3. Tout amendement aux listes mentionnées au deuxième paragraphe du présent article sera notifié sans délai aux Parties par le biais des canaux diplomatiques.
4. L'utilisation de points de passage frontaliers à des fins de réadmission et de transit autres que ceux définis dans le présent article fera l'objet d'un accord préalable par les Parties sur une base individuelle.

*Article 4***Demande de réadmission**

(Article 5 de l'Accord)

1. La demande de réadmission sera soumise par écrit à l'autorité compétente de la Partie requise, par courriel ou tout autre moyen de communication technique, conformément à l'article 13 de l'Accord. La Partie requise informera la Partie requérante de la réception à la date de réception de la demande de réadmission.
2. La demande de réadmission est introduite en faisant usage du formulaire joint en annexe 5 à l'Accord.
3. Les autorités compétentes des Parties entreront en contact pour toute information à fournir ou à recueillir au sujet de la demande de réadmission reçue.

*Article 5***Audition**

(Article 6, paragraphe deux, de l'Accord)

1. L'autorité compétente de la Partie requérante et la représentation diplomatique ou l'autorité compétente de la Partie requise conviennent de l'heure, du lieu et de la méthode de l'audition (par vidéo-conférence, par exemple), conformément à l'article 6, paragraphe deux, de l'Accord.
2. La Partie requise informe la Partie requérante des résultats de l'audition dès que possible, et au plus tard dans les cinq (5) jours civils.

*Article 6***Réponse à la demande de réadmission**

(Article 8, paragraphe deux, de l'Accord)

1. La réponse à la demande de réadmission sera transmise à l'autorité compétente de la Partie requérante au moyen du formulaire joint à l'annexe 2 du présent Protocole d'application, par écrit, par courriel ou tout autre moyen de communication technique, conformément à l'article 13 de l'Accord.
2. En cas de réponse positive à la demande de réadmission, une copie de la réponse mentionnée au paragraphe premier du présent article sera envoyée par l'autorité compétente de la Partie requise à la représentation diplomatique de la Partie requise.

*Article 7***Documents de voyage**

(Article 2, paragraphe deux, et article 3, paragraphe quatre, de l'Accord)

1. En cas de réponse positive à une demande de réadmission d'un ressortissant national, les documents de voyage nécessaires au retour seront délivrés, sans délai et au plus tard cinq (5) jours ouvrables après la date de réception d'une réponse positive à la demande de réadmission, au nom de la personne à réadmettre et transmis aux autorités compétentes de la Partie requérante par la représentation diplomatique.
2. En cas de réponse positive à la demande de réadmission d'un ressortissant de pays tiers ou d'un apatride, la partie requérante délivrera à la personne à réadmettre un document de voyage conformément aux modèles figurant respectivement aux annexes 3 et 4 du présent Protocole d'application.

*Article 8***Modalités du transfert**

(Article 9 de l'Accord)

1. La Partie requérante notifiera à la Partie requise le projet de transfert en utilisant le formulaire joint à l'annexe 5 du présent Protocole d'application. Le formulaire de transfert doit être soumis par écrit, par courriel ou par tout autre moyen technique de communication à l'autorité compétente de la Partie requise, au moins trois (3) jours ouvrables avant la date du transfert.
2. Bien qu'aucun moyen de transport ne soit exclu, le transfert s'effectue en principe par voie aérienne. Au besoin, la Partie requérante peut organiser un vol spécial.

*Article 9***Transit**

(Articles 10 et 11 de l'Accord)

1. La demande de transit est présentée au moins douze (12) jours civils avant le transit envisagé par écrit, par courriel ou par tout autre moyen technique de communication à l'autorité compétente de la Partie requise, conformément à l'article 13 de l'Accord. La demande est introduite en faisant usage du formulaire joint en annexe 6 à l'Accord.
2. Au plus tard dix (10) jours civils avant le transfert, l'autorité compétente de la Partie requise informe par écrit, par courriel ou par tout autre moyen technique de communication qu'elle accepte le transit et la date prévue pour celui-ci, le point de passage frontalier, le mode de transport et le recours éventuel à des escortes. À cette fin, la Partie requise accepte également d'utiliser le formulaire tel que joint à l'annexe 6 de l'Accord.
3. Le transit s'effectue par voie aérienne.

*Article 10***Assistance lors du transit**

(Article 11, paragraphe quatre, de l'Accord)

1. Dans la limite des moyens disponibles, les Parties se prêtent mutuellement assistance pendant les opérations de transit.
2. Si la Partie requérante estime nécessaire que l'assistance pour un transit particulier soit fournie par les autorités compétentes de la Partie requise, elle l'indiquera dans le formulaire joint en annexe 6 de l'Accord.



3. Dans sa réponse à la demande de transit, la Partie requise indique également si elle peut fournir l'assistance demandée. À cette fin, la Partie requise utilisera également le formulaire tel que joint à l'annexe 6 de l'Accord. Si nécessaire, les Parties se consultent mutuellement au moins deux (2) jours ouvrables avant l'opération de transit envisagée.

#### *Article 11*

##### ***L'utilisation d'escortes pour la réadmission ou le transit***

(Articles 9, 10 et 11 de l'Accord)

Les Parties sont convenues des modalités suivantes concernant le recours à des escortes pour la réadmission et le transit sur le territoire de la Partie requise :

- Les escortes sont responsables de la personne qui fait l'objet d'une réadmission ou d'un transit et de ses documents relatifs à la réadmission et au transit.
- Les escortes accomplissent leur mission sans armes et en civil. Ils seront en possession de l'autorisation de réadmission ou de transit et d'un document de voyage valable.
- La Partie requise garantit aux escortes durant l'exercice de leurs tâches et responsabilités la même protection et la même assistance qu'à ses propres agents compétents en la matière.
- Sur le territoire de la Partie requise, les escortes devront respecter les lois de la Partie requise. La compétence des escortes se limite à l'autodéfense nécessaire. En cas d'incapacité de la Partie requise de fournir une assistance ou d'apporter un soutien au personnel de la Partie requise dans des situations dangereuses, les escortes peuvent prendre des mesures appropriées pour empêcher la personne concernée de s'échapper, de s'automutiler ou de blesser des tiers ou de causer des dommages matériels.
- Les escortes resteront avec la personne sujette au transit jusqu'à ce que la procédure de transit soit entièrement terminée.

#### *Article 12*

##### ***Coûts***

(Article 12 de l'Accord)

Tous les frais encourus par la Partie requise et spécifiés à l'article 12 de l'Accord sont remboursés par la Partie requérante par virement bancaire dans les soixante (60) jours civils suivant la présentation d'une facture et les coordonnées bancaires nécessaires par la Partie requise.

#### *Article 13*

##### ***Langue***

Les Parties communiquent entre elles en langue anglaise.

#### *Article 14*

##### ***Réunion d'experts***

Sur demande de l'une des Parties, une réunion d'experts, composée de représentants des autorités compétentes des Parties, sera convoquée.

#### *Article 15*

##### ***Annexes***

Les annexes 1 à 5 font partie intégrante du présent Protocole d'Application.

*Article 16*

***Différends***

Tout différend né de l'interprétation et/ou l'application du présent Protocole d'application sera réglé par voie de négociations entre les Parties.

*Article 17*

***Dépositaire***

Le Secrétariat général du Benelux est le dépositaire du présent Protocole d'application pour les États Benelux et fournira une copie conforme de l'original du présent Protocole d'application à chacun des États Benelux.

*Article 18*

***Entrée en vigueur, amendements et dénonciation***

1. Les Parties informeront le dépositaire et s'informeront mutuellement de l'accomplissement des procédures légales nationales nécessaires dans l'optique de l'entrée en vigueur du présent Protocole d'application.
2. Conformément à l'article 16, paragraphe deux, de l'Accord, le présent Protocole d'application entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la réception par la Commission conjointe de réadmission de la notification du dépositaire selon laquelle toutes les Parties ont accompli leurs procédures internes respectives nécessaires à cet effet. Le dépositaire fera parvenir une copie de cette notification à toutes les Parties.
3. Le présent Protocole d'application peut être amendé et complété par accord réciproque entre les Parties. Les amendements et les compléments qui sont établis sous la forme de protocoles distincts font partie intégrante du présent Protocole d'application et entrent en vigueur conformément à la procédure prévue aux paragraphes 1 et 2 du présent article.
4. Toute modification aux annexes 2 à 5 du présent Protocole d'application fait l'objet d'une convention écrite entre les Parties et entrera en vigueur à une date à fixer par les Parties.
5. Le présent Protocole d'application est conclu pour une durée indéterminée et cessera de s'appliquer en même temps que l'Accord.

Le présent Protocole d'application a été établi en deux originaux, un pour le dépositaire et un autre pour l'Ukraine.

FAIT à Bruxelles le 17 décembre 2018, en deux originaux, chacun en langues ukrainienne, néerlandaise, française et anglaise, chacun des textes faisant également foi. En cas de divergences d'interprétation des dispositions du présent Protocole d'application, le texte en langue anglaise primera.

*Pour le Royaume de Belgique,*

F. ROOSEMONT

*Pour l'Ukraine,*

M. SOKOLIUK

*Pour le Grand-Duché de Luxembourg,*

A. CONZEMIUS

*Pour le Royaume des Pays-Bas,*

M. ARAKELIAN

## ANNEXE 1

**Protocole d'application entre les Etats Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et l'Ukraine de l'Accord entre la Communauté européenne et l'Ukraine sur la réadmission des personnes**

Les autorités compétentes responsables pour la mise en œuvre du présent Protocole d'application et de l'Accord (article 2) sont les suivantes :

- a) Pour l'Ukraine
  - Le Service national des migrations de l'Ukraine – autorité centrale compétente ;
  - Le Service national des gardes-frontières d'Ukraine (pour le transit) ;
  - Les représentations diplomatiques d'Ukraine dans les États Benelux (pour les auditions et la délivrance de documents de voyage) ;
- b) pour le Royaume de Belgique :
  - Le Service Public Fédéral Intérieur, Office des Étrangers ;
  - Le Service Public fédéral Affaires étrangères ;
- c) Pour le Grand-Duché de Luxembourg :
  - Le Ministère des Affaires étrangères et européennes, Direction de l'immigration, Service des Retours ;
  - Le Ministère des Affaires étrangères et européennes ;
- d) Pour le Royaume des Pays-Bas :
  - Le Ministère de la Justice et de la Sécurité, Service des départs et des rapatriements ;
  - Ministère des Affaires étrangères, représentation diplomatique du Royaume des Pays-Bas en Ukraine (concernant la réadmission de ressortissants du Royaume des Pays-Bas, auditions et délivrance de documents de voyage);
  - Le Ministère de la Justice et de la Sécurité, Service de l'immigration et de la naturalisation (pour la réadmission des ressortissants de pays tiers et d'apatrides par le Royaume des Pays-Bas) ;
  - Le Ministère de la Défense, Maréchaussée royale néerlandaise (pour le transit)

\*

## ANNEXE 2

**Protocole d'application entre les États Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et l'Ukraine de l'Accord entre la Communauté européenne et l'Ukraine sur la réadmission des personnes**

RÉPONSE À LA DEMANDE DE RÉADMISSION

**DATE DE LA RÉPONSE :** ..... **N° DU DOSSIER :** .....

**1 – DONNÉES PERSONNELLES DE LA PERSONNE DONT LA RÉADMISSION EST DEMANDÉE**

NOM ..... PRENOMS .....  
 DATE DE NAISSANCE ..... LIEU DE NAISSANCE .....  
 NATIONALITÉ .....

**2 – DÉCISION PRISE A LA DEMANDE DE ..... ? (Date)**

<input type="checkbox"/> ACCORD	<input type="checkbox"/> REFUS
	MOTIVATION DU REFUS EN CAS DE RÉPONSE NÉGATIVE

**3 – REMARQUES PARTICULIÈRES**



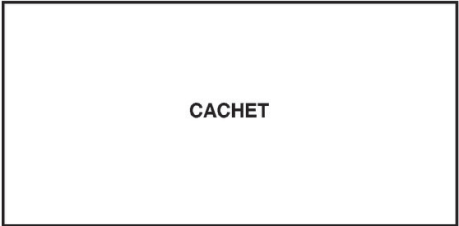
1 – DATE, HEURE, LIEU ET MODALITÉS DU TRANSFERT 2. ÉTAT DE SANTÉ 3. AUTRE (par ex.: mineur, escorte)
--

NOM DU FONCTIONNAIRE	SCEAU ET SIGNATURE

ANNEXE 3

**Protocole d'application entre les Etats Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et l'Ukraine de l'Accord entre la Communauté européenne et l'Ukraine sur la réadmission des personnes**

**MODÈLE TYPE UE DE DOCUMENT DE VOYAGE POUR LE RETOUR**  
(Annexe 7 de l'Accord)

	
Nom de l'État membre	
<b>Document de voyage européen destiné au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier</b>	
Autorité de délivrance:	 <b>PHOTO</b>
Document n°:	
Valable pour un voyage de:	
à:	
Prénom(s):	
Nom(s):	
Date de naissance:	
Sexe:	
Nationalité(s):	
Signes particuliers:	
Adresse dans un pays de retour (si elle est connue):	
Délivré à:	 <b>CACHET</b>
Date:	
Signature:	

## ANNEXE 4

**Protocole d'application entre les Etats Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et l'Ukraine de l'Accord entre la Communauté européenne et l'Ukraine sur la réadmission des personnes**

## CERTIFICAT DE RETOUR UKRAINIEN



**УКРАЇНА  
L'UKRAINE  
L'UKRAINE  
УКРАИНА  
ОЕКРАЇНЕ**

**ПОСВІДЧЕННЯ ОСОБИ НА ПОВЕРНЕННЯ  
RETURN CERTIFICATE  
CERTIFICAT DE RETOUR  
УДОСТОВЕРЕНИЕ ЛИЦА НА ВОЗВРАЩЕНИЕ  
TERUGKEERCERTIFICAAT**

№ посвідчення/Certificate No/№ de certificat/ № удостоверения/Certificaatnr \_\_\_\_\_

Дійсне для одного виїзду з України до/Valid for one journey from Ukraine to/  
Valable pour un seul voyage d'Ukraine à/Действительно для одного выезда из Украины в  
Geldig voor een eenmalige reis van Oekraïne naar \_\_\_\_\_

Ім'я/Name/Nom/Имя/Naam \_\_\_\_\_

Прізвище/Surname/Prenome/Фамилия/Voornaam \_\_\_\_\_

Стать/Sex/Sexe/Пол/Geslacht \_\_\_\_\_

Дата народження/Date of birth/  
Date de naissance/Дата рождения/Geboortedatum \_\_\_\_\_

Фотокартка  
3.5 x 4.5 cm  
(печатка)

Особливі прикмети/Distinguishing marks/  
Signes particuliers/Особые приметы/Bijzondere kenmerken  
\_\_\_\_\_

Громадянство/Nationality/Nationalité/Гражданство/Nationaliteit \_\_\_\_\_

Найменування органу, що видав/ Authority/ Autorité/ Наименование органа, который выдал  
/Autoriteit

\_\_\_\_\_

Дата видачі/Date of issuance/  
Date de délivrance/Дата выдачи/Datum van afgifte \_\_\_\_\_ 20\_\_ p.

Дата закінчення дії/ Date of expiry/  
Date d'expiration/ Дата окончания срока действия/Vervaldatum \_\_\_\_\_ 20\_\_ p.

Підпис пред'явника/Holder's signature/  
Signature titulaire/Подпись предъявителя/Handtekening houder \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

П.І.Б керівника/ Name/  
Nom/ Ф.И.О.руководителя/Naam \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

підпис, печатка/signature, seal/  
signature, cachet/ подпись, печать/handtekening, stempel

\*

#### ANNEXE 5

### **Protocole d'application entre les Etats Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et l'Ukraine de l'Accord entre la Communauté européenne et l'Ukraine sur la réadmission des personnes**

#### FORMULAIRE DE TRANSFERT

(Article 9 de l'Accord et art. 8, paragraphe 1  
du Protocole d'application)

.....  
.....  
(nom et adresse de l'Autorité compétente  
de la Partie requérante)  
Tél : ..... Fax : .....  
E-Mail : .....  
N° de réf : .....  
Date : .....

À :

.....  
.....  
(nom et adresse de l'Autorité compétente de la Partie requise)

en vertu de l'article 8 du Protocole d'Application entre les États Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et l'Ukraine de l'Accord entre la Communauté européenne et l'Ukraine sur la réadmission des personnes.

#### INFORMATIONS RELATIVES À LA PERSONNE ET AU TRANSPORT

1. Nom et prénom (veuillez souligner le nom)  
.....
2. Date et lieu de naissance  
.....
3. Nationalité  
.....

- 4. Membres de la famille  
.....
  - 5. Document de voyage, veuillez spécifier le type :  
.....  
N° ..... valable ..... de ..... à ..... (année).
  - 6. Moyen de transport  
.....
  - 7. Date et heure du transfert  
.....
  - 8. Lieu du transfert (passage frontalier)  
.....
  - 9. Transport avec escorte            Oui            Non  
Si oui, veuillez spécifier les détails des escortes  
.....
  - 10. Mesures de sécurité à prévoir au lieu du transfert  
.....  
.....
- (Signature de l'autorité compétente de la Partie requérante) (Sceau/cachet)

**CONFIRMATION DE RÉCEPTION DU FORMULAIRE DE TRANSFERT**

DATE : .....

NOM DU FONCTIONNAIRE	SCEAU ET SIGNATURE
----------------------	--------------------



**IMPLEMENTING PROTOCOL**  
**between the Benelux States (the Kingdom of**  
**Belgium, the Grand Duchy of Luxembourg, the**  
**Kingdom of the Netherlands) and Ukraine**  
**to the agreement**  
**between**  
**the European Community**  
**and**  
**Ukraine**  
**on the readmission of persons**

The Benelux States (the Kingdom of Belgium, the Grand Duchy of Luxembourg, the Kingdom of the Netherlands) and Ukraine,

hereinafter referred to as “the Parties“,

In pursuance of Article 16 of the Agreement between the European Community and Ukraine on the readmission of persons signed in Luxembourg on 18 June 2007,

hereinafter referred to as “the Agreement”,

HAVE AGREED as follows:

*Article 1*

***Definitions***

For the purposes of this Implementing Protocol:

- “diplomatic representation“ shall mean the diplomatic or consular mission of the requested Party which is accredited to the requesting Party;
- “the competent authority“ shall mean the authority, which is designated by the relevant Parties to implement the Agreement in practice;
- “escort(s)“ shall mean the person (or persons) designated by the competent authority of the requesting Party to accompany the person to be readmitted or who is in transit.

*Article 2*

***Competent authorities***

(Article 16(1)(a) of the Agreement)

1. Competent authorities responsible for implementation of this Implementing Protocol and the Agreement are listed in Annex 1 to this Implementing Protocol.
2. Not later than fifteen (15) days after the signature of this Implementing Protocol, the Parties shall exchange contact information of the competent authorities.
3. Any amendment to Annex 1 to this Implementing Protocol and to the contact information mentioned in paragraph 2 of this Article shall be notified to the Parties without delay through the diplomatic channels.

*Article 3*

***Border crossing points***

(Article 16(1)(b) and (e) of the Agreement)

1. All international airports of the requested Party can be used as border crossing points for the effective readmission and transit of the persons concerned.

2. Not later than fifteen (15) days after the signature of this Implementing Protocol, the Parties shall exchange the lists of border crossing points specified in paragraph 1 of this Article.
3. Any amendment to the lists mentioned in paragraph 2 of this Article shall be notified to the Parties without delay through the diplomatic channels.
4. The use of border crossing points for the purpose of readmission and transit other than those defined in this Article shall be agreed by the Parties on individual basis.

*Article 4*

***Readmission application***  
(Article 5 of the Agreement)

1. The readmission application shall be submitted to the competent authority of the requested Party in writing, by mail or other technical means of communication in accordance with Article 13 of the Agreement. The requested Party shall inform the requesting Party of the receipt on the date of receiving the readmission application.
2. The readmission application shall be submitted using the form attached as Annex 5 to the Agreement.
3. Competent authorities of the Parties shall contact each other for any information to be provided or collected about the received readmission application.

*Article 5*

***Interview***  
(Article 6(2) of the Agreement)

1. The competent authority of the requesting Party and the diplomatic representation or competent authority of the requested Party shall agree on the time, place and method (e.g. via video conference) of the interview, in accordance with Article 6(2) of the Agreement.
2. The requested Party shall inform the requesting Party on the results of the interview as soon as possible but not later than five (5) calendar days.

*Article 6*

***Reply to the readmission application***  
(Article 8(2) of the Agreement)

1. The reply to a readmission application shall be transmitted to the competent authority of the requesting Party using the form attached as Annex 2 to this Implementing Protocol, in writing, by e-mail or other technical means of communication in accordance with Article 13 of the Agreement.
2. In case of a positive reply to the readmission application, a copy of the reply mentioned in paragraph 1 of this Article shall be sent by the competent authority of the requested Party to the diplomatic representation of requested Party.

*Article 7*

***Travel documents***  
(Article 2(2) and Article 3(4) of the Agreement)

1. In the event of a positive reply to a readmission application of an own national, the travel documents necessary for return shall be issued, without delay and no later than five (5) working days after

the date of the receipt of a positive reply to the readmission application, in the name of the person to be readmitted, and forwarded to the competent authorities of the requesting Party by the diplomatic representation.

2. In the event of a positive reply to the readmission application of a third country national or a stateless person, the requesting Party shall issue to the person to be readmitted a travel document in accordance with the models respectively attached as Annexes 3 and 4 to this Implementing Protocol.

*Article 8*

***Transfer modalities***

(Article 9 of the Agreement)

1. The requesting Party shall notify the requested Party about the intended transfer, using the form attached as Annex 5 to this Implementing Protocol. The transfer form shall be submitted in writing, by e-mail or other technical means of communication to the competent authority of the requested Party, at least three (3) working days before the transfer date.

2. Although no means of transportation shall be excluded, transfer shall – as a rule – take place by air. If necessary, the requesting Party may organize a special flight.

*Article 9*

***Transit***

(Articles 10 and 11 of the Agreement)

1. Application for transit shall be submitted at least twelve (12) calendar days before the planned transit in writing, by e-mail or other technical means of communication to the competent authority of the requested Party in accordance with Article 13 of the Agreement. The application shall be submitted using the form attached as Annex 6 to the Agreement.

2. No later than ten(10) calendar days before transfer, the competent authority of the requested Party shall inform in writing, by e-mail or other technical means of communication that it accepts the transit and the date planned for it, the border crossing point, the mode of transportation and the possible use of escorts. To this end, the requested Party shall also use the form attached as Annex 6 to the Agreement.

3. Transit shall take place by air.

*Article 10*

***Assistance in transit***

(Article 11(4) of the Agreement)

1. Within available means, the Parties shall provide mutual assistance to each other during the transit operations.

2. If the requesting Party deems it necessary that assistance for a particular transit should be provided by the competent authorities of the requested Party, this shall be indicated in the form attached as Annex 6 to the Agreement.

3. When replying to the transit application, the requested Party shall also indicate whether it can provide the requested assistance. To this end, the requested Party shall also use the form attached as Annex 6 to the Agreement. If necessary, the Parties shall consult each other at least two (2) working days before the planned transit operation.

*Article 11*

***The use of escorts in readmission or transit***

(Articles 9, 10 and 11 of the Agreement)

The Parties have agreed on the following terms relating to the use of escorts in readmission and in transit in the territory of the requested Party:

- Escorts shall be responsible for the person who is subject to readmission or transit and for his or her documents related to readmission and transit.
- Escorts shall perform their duties unarmed and dressed in civilian clothes. They shall carry permission for readmission or transit and a valid travel document.
- The requested Party shall guarantee equal protection and assistance to escorts performing their duties and powers, as it grants to its own officials who are authorized to take such action.
- In the territory of the requested Party, escorts shall adhere to the laws of the requested Party. The competence of the escorts is limited to necessary self-defence. In case of inability of the requested Party to provide assistance or in case of supporting the assisting personnel of the requested Party in hazardous situations, escorts may take appropriate measures to prevent the person concerned from escaping, self-injuring or injuring third parties or causing damage to property.
- Escorts shall stay with a person who is subject to transit until the transit procedure is fully completed.

*Article 12*

***Costs***

(Article 12 of the Agreement)

All costs incurred by the requested Party and specified in Article 12 of the Agreement shall be reimbursed by the requesting Party via bank transfer within sixty (60) calendar days after the submission of an invoice and necessary banking details.

*Article 13*

***Language***

The Parties shall communicate with each other in English language.

*Article 14*

***Expert meeting***

Upon request of one of the Parties, an expert meeting, consisting of representatives of the competent authorities of the Parties, shall be organized.

*Article 15*

***Annexes***

Annexes 1 to 5 shall constitute an integral part of the Implementing Protocol.

*Article 16*

***Disputes***

Any dispute which may arise in connection with interpretation and/or application of this Implementing Protocol shall be settled by the Parties through negotiations.

*Article 17****Depositary***

The Secretariat General of the Benelux is the depositary of this Implementing Protocol for Benelux States and shall issue each Benelux State with a true copy of the original of this Implementing Protocol.

*Article 18****Entry into force, amendments and termination***

1. The Parties shall notify the depositary, as well as each other, of the completion of their national legal procedures necessary for the entry into force of this Implementing Protocol.
2. This Implementing Protocol, in accordance with Article 16(2) of the Agreement, shall enter into force on the first day of the second month after the Joint Readmission Committee has been notified by the depositary that all Parties have completed their respective internal procedures necessary thereto. A copy of this notification shall be distributed by the depositary among all Parties.
3. This Implementing Protocol may be amended and supplemented by mutual agreement between the Parties. Amendments and supplements that are issued in the form of separate protocols shall constitute an integral part of this Implementing Protocol and shall enter into force in accordance with the procedure laid down in paragraphs 1 and 2 of this Article.
4. Any amendment to Annexes 2 to 5 to this Implementing Protocol shall be agreed in writing between the Parties and shall enter into force on a date to be determined by the Parties.
5. This Implementing Protocol is concluded for an indefinite period of time and shall cease to apply simultaneously with the Agreement.

This Implementing Protocol is drawn up in two originals, one for the depositary and the other one for Ukraine.

DONE at Brussels on 17 December 2018, in two originals, each in Ukrainian, Dutch, French, and English languages, all texts being equally authentic. In case of any divergence of the interpretation of the provisions of this Implementing protocol, the English text shall prevail.

*For the Kingdom of Belgium,*

F. ROOSEMONT

*For the Grand Duchy of Luxembourg,*

A. CONZEMIUS

*For the Kingdom of the Netherlands,*

M. ARAKELIAN

*For Ukraine,*

M. SOKOLIUK

## ANNEX 1

**Implementing protocol between the Benelux States  
(the Kingdom of Belgium, the Grand Duchy of Luxembourg,  
the Kingdom of the Netherlands) and Ukraine  
to the Agreement between the European Community  
and Ukraine on the readmission of persons**

The competent authorities responsible for implementation of this Implementing Protocol and the Agreement (Article 2) are:

- a) for Ukraine:
  - the State Migration Service of Ukraine – central competent authority;
  - the Administration of the State Border Guard Service of Ukraine (regarding transit);
  - diplomatic representations of Ukraine in Benelux States (regarding conducting interview and issuance of travel documents);
- b) for the Kingdom of Belgium:
  - the Federal Public Service Interior, Immigration Office;
  - the Federal Public Service Foreign Affairs;
- c) for the Grand Duchy of Luxembourg:
  - the Ministry of Foreign and European Affairs, Immigration Direction, Return Service;
  - the Ministry of Foreign and European Affairs;
- d) for the Kingdom of the Netherlands:
  - the Ministry of Justice and Security, Repatriation and Departure Service;
  - the Ministry of Foreign Affairs, diplomatic representation of the Kingdom of the Netherlands in Ukraine (regarding readmission of nationals of the Kingdom of the Netherlands, interviews and issuance of travel documents);
  - the Ministry of Justice and Security, Immigration and Naturalisation Service (regarding readmission of third-country nationals and stateless persons to the Kingdom of the Netherlands);
  - the Ministry of Defence, Royal Netherlands Marechaussee (regarding transit).

ANNEX 2

**Implementing protocol between the Benelux States  
(the Kingdom of Belgium, the Grand Duchy of Luxembourg,  
the Kingdom of the Netherlands) and Ukraine  
to the Agreement between the European Community  
and Ukraine on the readmission of persons**

REPLY TO THE READMISSION APPLICATION

**DATE OF REPLY :** ..... **CASE NO :** .....

**1 – PERSONAL DETAILS OF THE PERSON FOR WHOM READMISSION IS REQUESTED**

SURNAME ..... GIVEN NAMES .....  
 DATE OF BIRTH ..... PLACE OF BIRTH .....  
 NATIONALITY .....

**2 – DECISION TAKEN ON REQUEST OF** ..... **(Date)**

<input type="checkbox"/> APPROVED	<input type="checkbox"/> REFUSED
	GROUNDS FOR REFUSAL IN THE EVENT OF A NEGATIVE REPLY  

**3 – SPECIAL OBSERVATIONS**




1. DATE, TIME, PLACE AND MEANS OF TRANSFER 2. STATE OF HEALTH 3. OTHER (e.g.: minor, escort)
--

NAME OF OFFICIAL	STAMP AND SIGNATURE

ANNEX 3

**Implementing protocol between the Benelux States  
(the Kingdom of Belgium, the Grand Duchy of Luxembourg,  
the Kingdom of the Netherlands) and Ukraine  
to the Agreement between the European Community  
and Ukraine on the readmission of persons**

EU STANDARD TRAVEL DOCUMENT FOR RETURN  
(Annex 7 to the Agreement)

	
Name of the Member State	
<b>European travel document for the return of illegally staying third-country nationals</b>	
Issuing authority:	
Document No:	
Valid for one journey from:	
to:	
Name(s):	
Surname(s):	
Date of birth:	
Sex:	
Nationality(-ies):	
Distinguishing marks:	
Address in the country of return (if known):	
Issued at:	
Date:	
Signature:	



## ANNEX 4

**Implementing protocol between the Benelux States  
(the Kingdom of Belgium, the Grand Duchy of Luxembourg,  
the Kingdom of the Netherlands) and Ukraine  
to the Agreement between the European Community  
and Ukraine on the readmission of persons**

## UKRAINIAN RETURN CERTIFICATE



**УКРАЇНА  
UKRAINE  
UKRAINE  
УКРАИНА**

**ПОСВІДЧЕННЯ ОСОБИ НА ПОВЕРНЕННЯ  
RETURN CERTIFICATE  
CERTIFICAT DE RETOUR  
УДОСТОВЕРЕНИЕ ЛИЦА НА ВОЗВРАЩЕНИЕ**

№ посвідчення/Certificate No/№ de certificat/ № удостоверения \_\_\_\_\_

Дійсне для одного виїзду з України до/Valid for one journey from Ukraine to/  
Valable pour un seul voyage de Ukraine à/Действительно для одного выезда из Украины в

---

Ім'я/Name/Nom/Имя \_\_\_\_\_

Прізвище/Surname/Prenome/Фамилия \_\_\_\_\_

Стать/Sex/Sexe/Пол \_\_\_\_\_

Дата народження/Date of birth/  
Date de naissance/Дата рождения \_\_\_\_\_

Фотокартка  
3.5 x 4.5 cm

(печатка)

Особливі прикмети/Distinguishing marks/  
Signes particuliers/Особые приметы

---

Громадянство/Nationality/Nationalite/Гражданство \_\_\_\_\_

Найменування органу, що видав/ Authority/ Autorite/ Наименование органа, который выдал

---

Дата видачі/Date of issuance/

Date de delivrance/Дата выдачи \_\_\_\_\_ 20\_\_ р.

Дата закінчення дії/ Date of expiry/  
Date d'expiration/ Дата окончания срока действия \_\_\_\_\_  
20\_\_ р.

Підпис пред'явника/Holder's signature/  
Signature titulaire/Подпись предъявителя \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
П.І.Б керівника/ Name/  
Nom/ Ф.И.О. руководителя

\_\_\_\_\_  
підпис, печатка/signature, seal/  
signature, cachet/ подпись, печать

\*

ANNEX 5

**Implementing protocol between the Benelux States  
(the Kingdom of Belgium, the Grand Duchy of Luxem-  
bourg, the Kingdom of the Netherlands) and Ukraine  
to the Agreement between the European Community  
and Ukraine on the readmission of persons**

TRANSFER FORM

(Article 9 of the Agreement and Article 8(1)  
of the Implementing Protocol)

.....  
.....  
(name and address of the competent autho-  
rity of the requesting Party)  
Tel : .....  
Fax : .....  
E-Mail : .....  
Ref. N°: .....  
Date : .....

To :  
.....  
.....  
(name and address of the competent authority of the requested Party)

pursuant to Article 8 of the Implementing Protocol between the Benelux States (the Kingdom of Belgium, the Grand Duchy of Luxemburg and the Kingdom of the Netherlands) and Ukraine to the Agreement between the European Community and Ukraine on the readmission of persons.

INFORMATION ABOUT THE PERSON AND TRANSPORT

1. Surname and name (please underline the surname)  
.....
2. Date and Place of birth  
.....
3. Nationality  
.....
4. Family members  
.....

5. Travel document-please specify the type:

.....  
N° ..... valid from ..... until ..... (year).

6. Means of transportation

.....

7. Date and time of transfer

.....

8. Place of transfer (border crossing)

.....

9. Escorted transportation      Yes      No

If yes, please specify the details about the escorts

.....

10. Security measures to be organized at place of transfer

.....

.....

(Signature of the competent authority of the requesting Party) (Seal/stamp)

**CONFIRMATION OF RECEIPT OF THE TRANSFER FORM**

DATE : .....

NAME OF OFFICIAL	STAMP AND SIGNATURE

